LA LUTTE DE L'IMPRESCRIPTIBILITE CONTRE L'IMPUNITE DES CRIMES INTERNATIONAUX: *UNE ILLUSION D'OPTIQUE?*

THE WAR AGAINST IMPUNITY FOR INTERNATIONAL CRIME: OPTICAL ILLUSION?

Ovide Egide Manzanga Kpanya

Université Fédérale de Kazan, Russie,
Email: ovidemanzanga@gmail.com

Soumis: Décembre 17, 2020; Examiné: September 27, 2021; Accepté: September 29, 2021
DOI: 10.25041/cepalo.v5no2.2185

Résumé

Sans totalement remettre en cause le principe de l'imprescriptibilité en droit international pénal, cet article s'intéresse plutôt à la fonction qui lui est assignée en matière de lutte contre l'impunité des crimes internationaux. Il est question en effet de confronter ce principe avec la réactivité judiciaire, qui mise sur la rapidité de la réponse pénale. L'exercice paraît quelque peu solitaire dans la mesure où, dans l'émotion suscitée par ces crimes horribles, l'invocation de la prescription, prise en aval comme une fin de non-recevoir, remue le couteau dans la plaie des victimes et de la société toute entière, et s'apparente plutôt à une récompense accordée au présumé criminel. C'est à cet effet que l'imprescriptibilité surgit et s'impose confortablement. Pourtant, les conclusions de cette étude tentent de démontrer une autre facette de l'imprescriptibilité, celle de son inefficacité dans la lutte contre l'impunité, contre le temps qui passe irréversiblement et assure ipso facto une impunité. Car celle-ci a été perçue avant tout comme une absence temporaire et partielle de la justice, qui produit d'ores et déjà ses effets sociojuridiques. Ainsi, l'incertitude d'une réaction judiciaire résultant implicitement de ce principe est donc susceptible de favoriser une indolence de la société qui, au fil du temps, aboutirait sans surprise à un déni de justice à constater, mais aussi à une impunité éternelle.

Mots clés: Imprescriptibilité, Réactivité Judiciaire, Impunité, Prescription, Crimes Internationaux.

Abstract

Deliberation on the imprescriptibility principle in international criminal law motivates determination towards the principle's function against impunity for international crimes. It is indeed a question of confronting this principle with judicial responsiveness, which relies on the speed of the criminal response. However, the current criminal response seems somewhat poorly considering the arising crimes. The poor execution enables criminals than the victims, which injures society. Therefore, it leads to inadmissibility. It is for this purpose that imprescriptibility

arises and imposes itself comfortably. The research's conclusion attempts to demonstrate another facet of imprescriptibility. Imprescriptibility includes the impunity's ineffectiveness which passes irreversibly where ipso facto ensures impunity. This condition was perceived as a temporary and partial absence of justice that produced its socio-legal effects. Thus, the uncertainty of a judicial reaction resulting implicitly from this principle foster indolence in society. Over time, this would unsurprisingly lead to a denial of justice and eternal impunity.

Keywords: *Imprescriptibility, Judicial Responsiveness, Impunity, Prescription, International Crimes.*

A. Introduction

Face à l'horreur résultant de violations graves et massives des droits de l'homme, les crimes internationaux ne se prescrivent pas. Telle est la règle du droit international pénal qui,¹ depuis sa consécration, bénéficie d'une large acceptation au niveau international. Théoriquement, ce principe s'oppose à l'idée selon laquelle, après écoulement d'un certain délai, que la société ne peut plus légalement poursuivre ou appliquer les peines prononcées par le juge. L'action publique qui échappe ainsi aux conditions de temps² est donc insusceptible de prescription,³ c'est-à-dire que le présumé criminel pourra être poursuivi à tout moment de son existence, sans espérer une extinction de telles actions. Dès sa formalisation et au fil du temps, l'imprescriptibilité a été perçue comme une véritable institution juridique au service de la lutte contre l'impunité, par opposition à la prescription, classée parmi les institutions de clémence qui, privant le juge du droit de connaître du fond des accusations portées devant lui, favorise conséquemment l'impunité.

Cette impunité qui est donc au centre de l'axiomatisation de l'imprescriptibilité peut être comprise comme « *l'absence, en droit ou en fait, de la mise en cause de la responsabilité pénale des auteurs de violations, ainsi que de leur responsabilité civile, administrative ou disciplinaire, en ce qu'ils échappent à toute enquête tendant à permettre leur mise en accusation, leur arrestation, leur jugement et, s'ils sont reconnus coupables, leur condamnation à des peines appropriées, y compris à réparer le préjudice subi par leurs victimes* ». ⁴ La Cour interaméricaine des droits de l'homme établit en fait une corrélation entre « *le défaut global d'enquête, de poursuite, de capture, de jugement, de condamnation des responsables des violations des droits protégés par la Convention Américaine et l'obligation incombant à l'Etat de combattre une telle situation par tous les moyens légaux disponibles...* ». ⁵ Il va sans dire qu'à la lumière des éléments contenus dans ces définitions, c'est précisément l'absence d'une réaction judiciaire effective qui assure l'impunité. Celle-ci remet en cause la capacité d'un système de justice à poser des actes légaux tendant à réserver une réponse pénale rapide et adéquate au criminel, en rétablissant la victime dans ses droits. En clair, les axes fondamentaux de la lutte contre l'impunité seraient alors d'ordre pratique, couvrant entre autres le manque d'une volonté d'agir et les défaillances d'un système de justice.

¹ Anne-Marie La Rosa, *Imprescriptible In: Dictionnaire de Droit International Pénal: Termes Choisis (En Ligne)* (Genève: Graduate Institute Publications, 1998), <https://doi.org/10.4000/books.iheid.3981>.

² Charles Calvo, *Dictionnaire de Droit International Public et Privé*, ed. Pédone et al. (Paris/Berlin: Tome I, 1885).

³ Serges Guichard and Thierry Debard, *Lexique Des Termes Juridiques*, 25th ed. (Paris: Dalloz, 2017).

⁴ Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité (ci-après "Principes des Nations Unies sur l'impunité"); Diane Orentlicher, Report of the independent expert to update the Set of principles to combat impunity (2005).

⁵ Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Bulacio c/ Argentina* (2003); John A. E. Vervaele, "Violations Graves Des Droits de l'homme et Crimes Internationaux. Du Jus (Non) Puniendi de l'État Nation à Un Deber Puniendi Impératif Tiré Du Jus Cogens," *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé* 3, no. 3 (2014): 487–521; Andreu-Guzman Federico, "Impunité et Droit International. Quelques Réflexions Historico-Juridiques Sur La Lutte Contre l'impunité," *Mouvements* 1, no. 53 (2008): 54–60.

En effet, l'imprescriptibilité qui ne tient pas compte de l'écoulement du temps prétend parer ou pallier ce qui s'avérerait être soit, une manœuvre tendant à assurer l'impunité soit, un corollaire du dysfonctionnement d'un système judiciaire. Ainsi, grâce à son coup d'accordéon théoriquement réussi sur la prescription, elle est considérée comme un axiome scientifique et populaire qui permet sans nul doute de lutter contre l'impunité. Par ailleurs, en ignorant tacitement le temps de réaction judiciaire et les conséquences négatives qui en découlent,⁶ cette règle apparaît plutôt, sur le plan pratique, comme une simple promesse de poursuivre coûte-que-coûte; un refus revanchard d'oublier les faits et de pardonner à ceux qui se sont délectés de causer les grandes souffrances aux nombreuses familles et personnes par des méthodes terrifiantes. Le sensationnalisme qu'elle semble créer et entretenir suscite en effet la curiosité à la fois sur les raisons de sa formalisation en droit international pénal et sur l'effectivité du but qu'elle poursuit. En fait, sur quelle base précise en est-on arrivé là? Et, est-il suffisamment établi que la prescription assure, contrairement à l'imprescriptibilité, l'impunité aux criminels internationaux?

Pour tenter de répondre à ces questionnements, les lignes qui suivent aborderont d'une part, dans le cadre d'un petit tour d'horizon contextuel de la formalisation de ce principe, ses fondements historique, philosophique et juridique en droit international pénal et en droit international des droits de l'homme (I), avant d'analyser d'un point de vue critique d'autre part, le bien-fondé de la remise en cause de la prescription par l'imprescriptibilité (II). A ce sujet, l'analyse privilégiera, dans une logique conséquentielle, les justifications de la prescription qui mettent en avant la responsabilité de la société⁷ (résultant de l'obligation de poursuivre) et non celles qui déresponsabilisent celle-ci en s'attendant sur le seul fait que l'auteur présumé des faits ne soit plus poursuivable. L'exercice tendra à répondre finalement à la question paradoxale de savoir s'il n'est pas plutôt nécessaire de s'appuyer sur la prescription pour lutter contre l'impunité, en lui assignant principalement des fonctions autres que celles qui la présentent comme une mesure de clémence au profit du délinquant et au détriment de la société.

Pour ce faire, compte tenu de la complexité et de la sensibilité de l'objet d'étude, outre l'apport immanquable de la méthode juridique⁸ dans le traitement des données juridiques, le recours à l'interdisciplinarité comme méthode de recherche⁹ supplétive a été d'une nécessité indispensable. Cette approche interdisciplinaire a en effet permis d'appréhender d'abord, le principe de l'imprescriptibilité comme une nécessité sociojuridique, et ensuite, la notion de l'impunité comme une réalité qui traverse l'histoire de l'humanité et de nos sociétés en se métamorphosant pour sa survie.

B. Discussion

1. Fondements de l'imprescriptibilité en droit international pénal et en droit international des droits de l'homme

L'imprescriptibilité, un argument juridique destiné à contrecarrer l'impunité qu'assure le temps peut être saisie sous deux aspects selon qu'il s'agit d'une part, du droit international

⁶ Pierre Farge, "Attendre et Espérer," *AJ Penal*, no. 7 (2016): 292; Hourya Ali, "L'imprescriptibilité de l'action Publique" (Université de Lille, 2016); Edmond Locard, *Traite de Criminalistique*, 4th ed. (Lyon: J. Desvigne, 1940).

⁷ Parlant de la société dans le cadre de cette étude, il faut entendre l'Etat concerné et la communauté internationale au sens de l'ONU.

⁸ Jean-Louis Bergel, *Méthodologie Juridique*, 3rd ed. (Paris: Presses Universitaires de France (P.U.F.), 2001); Stéphane Rials and Denis Alland, *Dictionnaire de La Culture Juridique*, 1st ed. (Paris: Presses Universitaires de France (P.U.F.), 2003); Gérard Cornu, *Linguistique Juridique*, 3rd ed. (Paris: Montchrestien, 2005).

⁹ Priscilla Taché, Hélène Zimmermann, and Geneviève Brisson, "Pratiquer l'interdisciplinarité En Droit : L'exemple d'une Étude Empirique Sur Les Services de Placement," *Les Cahiers de Droit* 52, no. 3-4 (2011): 519-50, <https://doi.org/10.7202/1006696ar>.

pénal, où sa consécration et sa justification sont formelles (critère formel), et d'autre part, du droit international des droits de l'homme, qui s'appuie sur le caractère horrible d'actes de violation des droits de l'homme qui ne sont pas qualifiés de crimes internationaux (critère matériel). C'est ainsi que, ce premier point abordera préalablement la consécration et la justification du principe (A), avant d'analyser et de préciser le sens de ce que peut en constituer une extension *de facto* (B).

a. Consécration et justification du principe: *Le refus d'assurer l'impunité aux grands criminels ou des crimes internationaux*

Historiquement, c'est le paroxysme de la violence résultant de guerres et massacres des populations civiles qui a conduit à la conceptualisation de ces crimes internationaux. Le rappel historique de ces atrocités permet aujourd'hui de prévenir l'avenir, afin que ce qui s'est passé ne puisse se reproduire. L'historicité de ces crimes impose à l'humanité une certaine obligation morale de prévention et d'évitement de toute escalade (militaire ou politique) pouvant conduire à l'emploi d'une force (armée) de destruction massive, généralement dans un conflit armé interne ou international. C'est aussi dans ce sens que, certains peuples dont les massacres (génocide) n'ont pas été reconnus comme tels par ceux qui les auraient commis, tiennent mordicus, par toutes voies, à les faire reconnaître afin de tirer la leçon de l'histoire. Il en est par exemple « du génocide des Hereros en 1904 en Namibie, par le général allemand *Lothar von Trotha*. Il eut fallu attendre cent ans, afin que l'Allemagne ait officiellement reconnu ce qui fut un génocide. Une reconnaissance qui n'eut par ailleurs aucune conséquence juridique en termes de poursuites pénales ».¹⁰ Il en est également des massacres des arméniens en 1915,¹¹ et des algériens en 1945.¹²

Ce refus d'oublier tient à jour une certaine méfiance à l'égard de la prescription, considérée comme une opportunité de renvoyer juridiquement aux oubliettes un crime si atroce. Cette attitude est en réalité viscérale à l'humanité; elle n'a pas tardé à s'extérioriser et à s'imposer dès les tous premiers pas de la formalisation effective du droit international pénal.¹³ Les auteurs juristes, philosophes, criminologues ou historiens s'insurgent en effet contre l'institution de la prescription en cette matière et affichent ainsi un refus catégorique face à la gravité des faits, dont l'indicibilité explique l'indélébilité de leurs effets douloureux.¹⁴ Ces effets impossibilisent l'oubli¹⁵ et le pardon.¹⁶ Il convient de noter que la rudesse d'une telle attitude empirique est essentiellement fondée sur le fait que ces crimes internationaux sont de prime abord des actions

¹⁰ Dirk Clausmeier, "La Justice Internationale Face Aux Génocides: De Versailles et Sèvres Au TPIR, En Passant Par Nuremberg et Le TPIY," *Revue d'Histoire de La Shoah* 1, no. 190 (2009): 241–50, <https://doi.org/10.3917/rhsho.190.0241>.

¹¹ Christos L. Giannopoulos, "La Grande Chambre En Quête d'un Nouveau Modus Operandi?," *La Revue Des Droits de l'homme: Actualités Droits-Libertés*, 2015, <https://doi.org/10.4000/revdh.1727>; Groupe d'étude sur les réparations pour le génocide arménien (GERGA), "Résolution et Justice: Réparations Pour Le Génocide Arménien," 2015, https://www.armeniangenocidereparations.info/wp-content/uploads/2016/08/brochure_french-web.pdf; Raymond H. Kévorkian, *La Sous-Direction Des Déportés d'Alep et l'extermination Des Arméniens En Syrie-Mésopotamie (1915-1916) Ou l'alibi de La Sécurité Intérieure*, ed. Katia Boustany and Daniel Dormoy (Bruxelles: Bruylant, 1999).

¹² M. Kaddache, *Il y a Trente Ans... Le 8 Mai 1945* (Paris: Editions du Centenaire, 1975).

¹³ L'allusion est faite à la Convention de l'ONU sur l'imprescriptibilité de 1968 qui est également l'un des textes piliers du droit international pénal.

¹⁴ Pierre Legendre, *Leçons VII: Le Désir Politique de Dieu (Etude Sur Les Montages de l'Etat et Du Droit)* (Paris: Fayard, 1988); Pierre Legendre, *Leçons VIII: Le Crime Du Caporal Lortie (Traité Sur Le Père)* (Paris: Fayard, 1989); Christophe Hubert, "Le Temps de l'imprescriptibilité," in *Revue Juridique de l'Ouest*, 2002-3 (Rennes: Université de Rennes, 2002), 335–42.

¹⁵ Hubert, "Le Temps de l'imprescriptibilité."

¹⁶ Vladimir Jankélévitch, *L'Imprescriptible: Pardonner? Dans l'honneur et La Dignité* (Paris: Seuil, 1986).

empreintes d'une véritable « *intention exterminatrice délibérément et longuement mûrie, et aussi systématiquement perpétrées* ». ¹⁷

En effet, la définition de *mens rea* du crime de génocide et celle du crime contre l'humanité l'expliquent clairement en exigeant *le dolus specialis* ¹⁸ afin de les établir. Dans le premier cas, l'agent doit avoir visé la destruction de l'un des groupes protégés par cette incrimination ¹⁹ et dans le second cas, il doit avoir agi en connaissance du caractère criminel de son acte et avec volonté de réaliser le crime; ²⁰ on parle alors de la réalisation d'une politique systématique. ²¹ En matière du crime de génocide, dans l'affaire *le procureur contre Kayishema et Ruzindana*, la Chambre de première instance du TPIR a précisé que cette intention spécifique doit exister avant la commission des faits. ²² Cette Chambre avait déjà, une année avant, précisé dans l'affaire *le procureur contre Akayesu* que, le dol spécial comme élément constitutif du crime de génocide, particularise cette incrimination que « *le criminel ait nettement cherché à provoquer le résultat incriminé* ». ²³ Il en est de même du crime contre l'humanité qui, comme l'a noté le TPIY dans sa première décision, ne touche pas qu'à la personne, mais nie l'Humanité ²⁴ toute entière. Il appert que ce qui choque ne résulte pas seulement de la matérialité extraordinairement monstrueuse de ces crimes, mais aussi et avant tout, de l'intentionnalité exceptionnellement criminelle de l'agent, c'est-à-dire de sa volonté soutenue de causer des grandes souffrances à une communauté déterminée ou à un groupe des personnes identifié.

Comment donc oublier une "volonté humaine" de décimer des familles entières, de massacrer des enfants, de détruire toute une communauté? Comment pardonner à la personne qui s'emploie à nier l'humanité, à détruire la terre et ce qu'elle contient? Ceci est particulièrement important lorsqu'il faut saisir ce refus social de pardonner ou d'oublier que renferme l'imprescriptibilité. L'antisocialité est d'une gravité telle que, les communautés concernées peuvent se détester le plus longtemps possible en souvenir éternel de ces grands supplices subis. Tel est le cas notamment de deux communautés rwandaises, tutsi et hutu, qui n'affichent pas une volonté de réconciliation fondamentale depuis le génocide de 1994, si ce n'est une domination sous-jacente de l'une sur l'autre. Un peu pour reprendre l'expression de Jankélévitch "le pardon est mort dans les camps de la mort..." ²⁵

De manière pragmatique, la justification de l'imprescriptibilité repose sur « *des motifs techniques* », ²⁶ notamment le moment de la commission de l'infraction et le contexte dans lequel des poursuites ou enquêtes judiciaires devraient être déclenchées et menées. Il convient de remarquer qu'il s'agit en effet des périodes de conflits armés (interne ou international), durant lesquelles les autorités nationales ne peuvent logiquement tenter des actions judiciaires contre les présumés auteurs des faits ou ne peuvent valablement et de manière satisfaisante

¹⁷ Alain Le Guyader, "L'imprescriptible! Pardonner? (Penser Les Crimes Contre l'humanité Avec Jankélévitch)," *Lignes* 2, no. 28 (1996): 33-52.

¹⁸ Bienvenu Wane Bameme, *Cours de Droit Pénal Spécial* (Kinshasa: Inédit, 2020).

¹⁹ Article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, approuvée et soumise à la signature et à la ratification ou à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 260 A (III) du 9 décembre 1948 Entrée en vigueur: le 12 janvier 1951, conformément aux dispositions de l'article XIII; Article 4 du statut du TPIY; Article 2 du statut du TPIR; article du statut de Rome portant création de la CPI.

²⁰ Lire par exemple l'article 4 du statut du TPIY; article 2 du statut du TPIR; article du statut de Rome portant création de la CPI.

²¹ M. Jacquart, "La Notion de Crime Contre l'Humanité En Droit International Contemporain et En Droit Canadien," *Revue Générale de Droit* 21, no. 4 (1990): 607-49, <https://doi.org/10.7202/1058210ar>.

²² Le Procureur c. Clément Kayishema et Obed Ruzindana, Affaire n° ICTR-95-1-, Jugement, (Chambre de première instance II) (1999).

²³ TPIR, Le Procureur c. Akayesu: Affaire no. ICTR-96-4-T, (Chambre de première instance) (1998).

²⁴ Le Procureur c. Drazen Erdemovic TPIY, Affaire IT-96-22-T, Chambre de première instance I, "Jugement portant condamnation" (1996).

²⁵ Jankélévitch, *L'Imprescriptible: Pardonner? Dans l'honneur et La Dignité*.

²⁶ Hubert, "Le Temps de l'imprescriptibilité."

coopérer avec une juridiction pénale internationale.²⁷ Toutefois, il n'est pas impossible d'intervenir en plein conflit armé par une juridictionnalisation, car l'expérience du TPIY²⁸ dans le conflit des Balkans en constitue une illustration parfaite. Il faut en outre garder à l'esprit que, les enquêtes internationales ou nationales, se rapportant aux crimes internationaux sont d'une complexité avérée²⁹ et exigent pratiquement du temps avant leur aboutissement. Il est très probable que dans l'embrouillamini social, le suspect soit en mesure de se soustraire aux poursuites ou à la justice. Ce fût d'ailleurs dans ce cadre que, la remise en cause de la prescription s'avéra nécessaire lors de premières poursuites pénales internationales.

Cette nécessité obligea les alliés, vainqueurs de la seconde guerre mondiale, à consacrer formellement et pour la première fois l'imprescriptibilité à travers la loi N° 10 du Conseil de contrôle allié adoptée le 20 décembre 1945. En son article II § 5 il a été prévu que, « *dans aucun procès ou aucune poursuite pour des crimes précités, l'accusé n'aura le droit d'invoquer le bénéfice d'une prescription accomplie durant la période du 30 janvier 1933 au 1er juillet 1945. De même, il ne sera pas admis que fasse obstacle, tant au procès qu'à la peine, une immunité, grâce ou amnistie accordée sous le régime nazi* ». Il faut d'une part, prendre en compte le contexte dans lequel cette loi s'appliquait pour déterminer d'autre part, son caractère à la fois limité et circonstanciel. En réalité, « *l'imprescriptibilité prévue par cette loi se limitait qu'aux crimes commis par les Nazis pendant la Seconde Guerre mondiale* »³⁰ et ne pouvait s'étendre à d'autres circonstances ou se généraliser.

En outre, ce qui peut être considéré comme un énoncé du principe n'a pas directement eu des conséquences sur le droit international pénal ou le droit international humanitaire (conventionnel), car la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948³¹ et les Conventions de Genève (1949)³² n'ont nullement prévu l'imprescriptibilité des crimes, auxquelles elles font allusion. Il fallut attendre quelques années, soit près de vingt-trois ans après, pour qu'il y ait enfin pour la première fois sur le plan international un texte juridique relatif à l'imprescriptibilité des crimes internationaux, particulièrement les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.³³ Presque six ans après, il y eut également en Europe, la Convention du Conseil de l'Europe sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.³⁴ Comme on peut bien le constater sans ambages, les deux conventions ne s'appliquent qu'aux crimes limitativement prévus.

²⁷ Hubert.

²⁸ Alain Pellet, *Le Tribunal Criminel International Pour l'ex-Yougoslavie: Poudre Aux Yeux Ou Avancée Décisive?* (RGDIP, 1994).

²⁹ Natasha Fauveau Ivanovic, "La Durée Des Procès Internationaux et Le Droit Au Procès Équitable," in *Revue Québécoise de Droit International* (Montréal: Association internationale des avocats de la défense (AIAD), 2010), 243–63.

³⁰ La Rosa, *Imprescriptible In: Dictionnaire de Droit International Pénal: Termes Choisis (En Ligne)*.

³¹ Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide précitée.

³² Larcier Codes, "La Convention de Genève (I) Du 12 Août 1949 Pour l'amélioration Du Sort Des Blessés et Malades Dans Les Forces Armées En Campagne," in *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1 (Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003), 123–32; Larcier Codes, "La Convention de Genève (II) Du 12 Août 1949 Pour l'amélioration Du Sort Des Blessés, Malades et Naufragés Dans Les Forces Armées Sur Mer," in *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1 (Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003), 133–41; Larcier Codes, "La Convention de Genève (III) Du 12 Août 1949 Relative Au Traitement Des Prisonniers de Guerre," in *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1 (Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003), 141–68; Larcier Codes, "La Convention de Genève (IV) Du 12 Août 1949 Relative à La Protection Des Personnes Civiles En Temps de Guerre," in *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1 (Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003), 168–92.

³³ La Convention internationale sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité du 26 novembre 1968.

³⁴ Convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, Strasbourg, 1974.

S'agissant spécialement de la Convention de l'ONU, il est important de préciser qu'elle puise historiquement son origine, et ce, conformément à l'avant dernier paragraphe de son préambule, « *dans les sentiments de crainte qui se manifestèrent au milieu des années 60, selon lesquels les criminels de guerre nazis responsables des crimes commis au cours de la seconde guerre mondiale, et qui n'étaient pas encore arrêtés, pourraient échapper au châtement à cause de l'expiration des délais de prescription* ». ³⁵ Toutefois, le texte n'avait pas convaincu plusieurs Etats pour diverses raisons, notamment la définition plus large des crimes qu'elle prévoit ou encore l'existence d'une règle de droit coutumier consacrant l'imprescriptibilité. ³⁶ Dans le dernier cas, l'allusion est faite aux principes posés par le procès de Nuremberg, qui ont sans nul doute influencé les pratiques de différents Etats. Puisque dans la plupart des cas, les Etats, y compris ceux qui n'ont pas ratifié cette Convention, appliquent le principe de l'imprescriptibilité en matière de répression des crimes internationaux. Un peu comme l'affirmait un parlementaire français au sujet de la proposition de loi sur l'imprescriptibilité du crime contre l'humanité, « *l'imprescriptibilité du crime contre l'humanité est naturelle* ». ³⁷

Dans la même logique du refus d'assurer l'impunité, la Convention prévoit également en son article IV d'écarter le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale, en ce que l'Etat signataire ou ratificateur devra « *prendre, conformément à leurs procédures constitutionnelles, toutes mesures législatives ou autres qui seraient nécessaires pour assurer l'imprescriptibilité des crimes visés aux articles premier et II de la présente Convention, tant en ce qui concerne les poursuites qu'en ce qui concerne la peine ; là où une prescription existerait en la matière, en vertu de la loi ou autrement, elle sera abolie* ». Pour rappel, la non-rétroactivité de la loi pénale est l'un des principes généraux du droit pénal lié intimement à la légalité des délits, des peines et de la procédure pénale. Pour éviter de le transgresser, en 1964 la France, par exemple, a plutôt consacré le caractère naturel de l'imprescriptibilité, marquant ainsi le fait que celle-ci n'avait nécessairement pas besoin d'une loi formelle pour sa reconnaissance. ³⁸ En d'autres termes, cette loi française, qui répondait au caractère écrit du système romano-germanique, n'a fait que constater une imprescriptibilité naturelle. Contrairement au droit continental, dans les pays de *common law*, l'imprescriptibilité constitue plutôt la règle ³⁹ en matière criminelle et ne nécessite dans tous les cas aucun texte.

C'est aussi dans cette optique que les premières juridictions pénales internationales, dont les procédures avaient été largement dominées par le système juridique anglo-saxon, n'avaient pas repris dans leurs actes constitutifs ce principe; exception faite du règlement 2000/15 de l'ATNUTO pour le Timor oriental qui prévoyait l'imprescriptibilité des crimes de guerre. ⁴⁰ Ceci peut également être justifié, d'abord par l'existence de la convention de l'ONU de 1968, laquelle fait partie intégrante du corpus juridique internationale, ensuite, par la temporalité de leurs missions. Etant donné que ces juridictions ont été mises en place pour connaître des affaires urgentes, il va de soi que la textualité (la scribalité) de l'imprescriptibilité des crimes internationaux n'eut logiquement aucune raison d'être.

³⁵ Jean-Marie Henckaerts and Louise Doswald-Beck, "Droit International Humanitaire Coutumier," CICR, 2006, https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/icrc_001_pcustom.pdf; Pierre Mertens, "L'imprescriptibilité Des Crimes de Guerre et Contre l'humanité" (Université de Bruxelles, 1974).

³⁶ La Rosa, *Imprescriptible In: Dictionnaire de Droit International Pénal: Termes Choisis (En Ligne)*; Maria Paparidou, "La Prescription de l'action Publique" (Aix-Marseille Université, 2009).

³⁷ Assemblée nationale, séance du mercredi 16 décembre 1964, JO 1964-1965, tome V, 6143 ; Ali, "L'imprescriptibilité de l'action Publique."

³⁸ Ali.

³⁹ La Rosa, *Imprescriptible In: Dictionnaire de Droit International Pénal: Termes Choisis (En Ligne)*.

⁴⁰ UNTAET, "Regulation N°. 2000/15 On the Establishment of Panels with Exclusive Jurisdiction over Serious Criminal Offences" (2000).

Par contre, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui s'est un peu débridé de l'influence anglo-saxonne en procédure pénale internationale prévoit en son article 29,⁴¹ que les crimes relevant de la compétence de la Cour sont imprescriptibles. A la différence de la Convention de l'ONU, le Statut de Rome, conformément à ses articles 11⁴² et 24⁴³ ne s'applique qu'aux faits postérieurs à son entrée en vigueur. La consécration de ce principe dans ce statut scelle en réalité le sort de ce principe en droit international pénal et démontre la volonté de la communauté internationale de ne laisser impunis, par le fait de l'écoulement du temps, que les crimes les plus graves qui alarment l'humanité toute entière.

En outre, le statut de Rome se montre plus globalisant que les autres textes précités, en ce qu'il renferme en un seul trait, plusieurs crimes, dont ceux qui n'ont jamais fait objet d'une quelconque mention dans une ou autre source conventionnelle (le crime d'agression par exemple et le crime de génocide). Cette globalité s'avère en réalité opportune pour rassembler les sources éparses dudit principe. En plus, elle permet en vertu de l'article 13b du statut de Rome,⁴⁴ de réprimer les crimes commis sur les territoires des Etats non parties au traité, en s'opposant à certains moyens péremptoires. Dans ce sens, l'Etat non partie au Statut de Rome sur le territoire duquel un ou plusieurs crimes internationaux auraient été commis ne peut d'une part, en vertu de sa non-ratification, s'opposer à l'action de la Cour déclenchée par le Conseil de sécurité de l'ONU et d'autre part, invoquer sa loi nationale qui prévoirait un délai de prescription pour des crimes faisant objet des poursuites (par exemple au cas où la prescription serait déjà accomplie) en vue de réfuter toute action de la Cour pénale internationale.

De ce qui précède, il convient de noter que le refus d'assurer l'impunité a été au centre de la formalisation de l'imprescriptibilité et demeure donc son principal soubassement. Avec le discours des droits de l'homme, ce principe propre au droit international pénal tend de plus en plus à élargir son champ d'application, notamment en matière de violations graves des droits humains.

b. *Extension du principe aux violations graves des droits de l'homme*

La place qu'occupent actuellement les juridictions régionales des droits de l'homme et les mécanismes conventionnels de l'ONU chargés de l'implémentation des conventions relatives aux droits de l'homme, ne favorise pas que l'internationalisation des droits humains, mais contribue également au respect effectif de ces droits. Le refus d'assurer l'impunité aux auteurs d'actes de violations graves des droits de l'homme est aussi devenue un cheval de bataille de ces organes, qui condamnent dans la plupart des cas, les Etats pour n'avoir pas agi de façon à privilégier le respect des droits de l'homme dans l'un ou l'autre cas; il s'agit en effet, du devoir positif imposé aux Etats en matière des droits humains.⁴⁵ A cet effet, l'imprescriptibilité se présente comme l'une des institutions juridiques qu'ils ne perdent pas de vue, afin de réfuter l'absence des poursuites en raison d'une prescription accomplie.

Il faut d'emblée reconnaître qu'il existe un rapport très étroit entre les actes de violation grave des droits de l'homme et les crimes internationaux. Parce que les actes tels que *les exécutions extra-judiciaires (les meurtres, assassinats, empoisonnement), la torture ou le traitement inhumain et dégradant, les disparitions forcées les enlèvements ou encore les*

⁴¹ Larcier Codes, "Article 29 Du Statut de Rome de La Cour Pénale Internationale Du 17 Juillet 1998," in *République Démocratique Du Congo, Tome II* (Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003), 62–93.

⁴² Article 11 relatif à la compétence *ratione temporis* du Statut de Rome précité.

⁴³ Article 24 relatif à la non-rétroactivité de la compétence *ratione personae* du Statut de Rome précité.

⁴⁴ Article 13b du Statut de Rome précité; Blaise Noémie, "Les Interactions Entre La Cour Pénale Internationale et Le Conseil de Sécurité: Justice versus Politique?," *Revue Internationale de Droit Pénal* 82, no. 3 (2011): 420–44, <https://doi.org/10.3917/ridp.823.0420>.

⁴⁵ Vervaele, "Violations Graves Des Droits de l'homme et Crimes Internationaux. Du Jus (Non) Puniendi de l'État Nation à Un Deber Puniendi Impératif Tiré Du Jus Cogens."

*agressions physiques graves*⁴⁶ sont, à quelques exceptions près, constitutifs des crimes internationaux tels que définis par différentes conventions internationales ou autres actes constitutifs des juridictions pénales internationales. Un crime international est en effet, un enchâssement d'infractions de droit commun. En dépit des éléments qui ne les particularisent, notamment l'internationalité ou l'extranéité, ces actes scandalisent tout autant l'humanité et nécessitent des changements majeurs en matière de poursuites pénales, très souvent prescrites au moment de la révélation des faits.

Pour mieux saisir la portée de cette remise en cause, il faut considérer d'une part, la position internationale dégagée par la jurisprudence des organes de traités relatifs aux droits de l'homme et d'autre part, les décisions des juridictions régionales, dont la Cour européenne et la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Au niveau international, le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du pacte international des droits civils et politiques,⁴⁷ est chargé de faire le suivi de la mise en œuvre du Pacte par les Etats-parties. Conformément à son article 40, ce Comité d'experts indépendants est chargé d'examiner « *les rapports présentés par les Etats parties sur les mesures qu'ils auront arrêtées et qui donnent effet aux droits reconnus dans ledit Pacte et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits* ». ⁴⁸ A cet effet, lors de l'examen des rapports soumis par les Etats parties en 2003, particulièrement en ce qui concernait l'Etat salvadorien, le Comité a eu la première occasion de remettre en cause la prescription,⁴⁹ en ayant notamment exprimé sa préoccupation dans l'affaire relative à l'assassinat de *Monseigneur Oscar Romero*, archevêque de San Salvador, qui avait été classée sans suite pour cause de prescription accomplie.⁵⁰

Dans ses observations générales, le Comité a estimé que ce classement sans suite n'avait pas été conforme aux obligations imposées par le droit international, et a en outre enjoint à l'Etat salvadorien de réviser son régime de prescription afin de rendre possible les enquêtes se rapportant aux violations graves des droits de l'homme, tels que prévus dans le pacte. A en croire cette position du Comité, la prescription ne saurait constituer un écueil en matière de poursuites contre les violations graves des droits de l'homme. Et il faudrait par voie de conséquence soit instituer le régime de l'imprescriptibilité, soit allonger les délais de prescription en vue de rendre largement possible l'action judiciaire ou toute action tendant à sanctionner les auteurs et à réparer, à l'égard des victimes, les dommages causés.

C'est aussi dans ce sens que « *la résolution 60/147 relative aux Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire* » pose le principe de l'interprétation non-restrictive de la prescription en droit interne en ce qui concerne ce type de violations ne constituant pas des crimes tels que prévus en droit international.⁵¹ *Grosso modo*, selon cette résolution, la prescription ne devrait pas avoir pour but d'assurer l'impunité. Si tel en est le cas, il s'agirait d'une prescription induue et injuste. Le comité contre la torture avait, quant à lui, très nettement et bien avant, abondé dans le même

⁴⁶ Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit, "Eliminer l'impunité Pour Les Violations Graves Des Droits de l'Homme: Lignes Directrices et Textes de Référence" (Strasbourg, 2011), <https://rm.coe.int/1680695d6f>.

⁴⁷ Article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966.

⁴⁸ Article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques précité.

⁴⁹ Hélène Ruiz Fabri et al., "Les Institutions de Clémence (Amnistie, Grâce, Prescription) En Droit International et Droit Constitutionnel Comparé," *Archives de Politique Criminelle* 1, no. 28 (2006): 237–55, <https://doi.org/10.3917/apc.028.0237>.

⁵⁰ Nations Unies, "Observations Générales En Réponse Au Rapport Étatique de El Salvador Soumis Au Titre Du Pacte International Des Droits Civils et Politiques" (2003).

⁵¹ Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire.

sens, recommandant d'ailleurs à la Turquie d'abroger la prescription pour les crimes de torture et de mauvais traitements.⁵²

Au niveau régional, il y a lieu de mentionner à titre d'exemple l'affaire qui opposa Abdulsamet Yaman à la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme. En effet, le requérant qui avait saisi la Cour pour violation des articles 3 (Interdiction de la torture.), 13 (Droit à un recours effectif), 5 (Droit à la liberté et à la sûreté), 14 (Interdiction de la discrimination) et 18 (Limitation de l'usage des restrictions aux droits) de la Convention européenne des droits de l'homme, avait notamment soutenu avoir été torturé et victime des mauvais traitements lors de sa détention à Adana (en Turquie) en juillet 1995.⁵³ Au mois d'octobre de la même année, il s'est plaint devant le parquet d'Adana de ces faits infractionnels et la procédure fut engagée, avant d'être abandonnée sur décision de la Cour d'assise d'Adana en 2003, au motif que les poursuites étaient déjà prescrites.⁵⁴ La Cour européenne, s'étant principalement préoccupé de la violation de l'article 13 de la Convention, a souligné que « *lorsqu'un agent de l'État a été inculpé de crimes impliquant la torture ou des mauvais traitements, il est de la plus haute importance aux fins d'un recours effectif que les poursuites pénales et les condamnations ne soient pas prescrites...* ».⁵⁵

La Cour interaméricaine des droits de l'homme a d'ailleurs, un peu plus tôt, clarifié sa position en la matière, estimant que, s'agissant précisément des violations graves des droits de l'homme telles que la torture, les exécutions sommaires, extrajudiciaires ou arbitraires ainsi que les disparitions forcées, les dispositions relatives à la prescription sont inadmissibles, car elles contreviennent aux droits indérogeables reconnus par le droit international des droits humains,⁵⁶ par l'impunité qu'elles assurent aux auteurs présumés desdites violations.

Il est à noter que cette tendance protectionnelle des victimes de violations graves des droits humains justifie, dans une certaine mesure, l'effort des acteurs internationaux dans la lutte contre les violations des droits de l'homme partout dans le monde. Mais elle démontre également l'indispensabilité de ces droits, dont le respect impose un changement radical des systèmes juridiques, même les plus séculairement ancrés. Dans le cadre de la présente analyse, cette extension peut être soutenue principalement pour deux raisons.

La première se fonde sur la clandestinité de ce type des violations. En effet, les crimes tels que « la torture, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions ou enlèvements » sont des faits qui, lorsqu'ils sont commis par les fonctionnaires de l'Etat, demeurent dans la plupart des cas inconnus du grand public ou des services judiciaires compétents et indépendants. En outre, lorsque les faits ont été commis dans le cadre d'une politique gouvernementale ou d'un régime politique quelle qu'en soit la nature, il est vrai que les tortionnaires ou les bourreaux tachent toujours de supprimer ou de brouiller toutes traces ou toutes pistes, en rendant ainsi quasiment impossible la collecte des éléments de preuve suffisants pour établir une responsabilité pénale.

La seconde raison s'intéresse à la précarité de conditions dans lesquelles vivent les victimes ou leurs ayant-droits. En fait, terrifiées par l'horreur de ce qu'elles ont vécu, ces victimes et leurs proches sont généralement déboussolés; sans savoir sur quel pied danser. Il leur faudra un temps plus ou moins long afin de se remettre en confiance, de s'assurer une sécurité judiciaire et d'affronter avec espoir ceux qui les ont ou auraient maltraités.

A cet effet, il est inconcevable de prévoir un délai de prescription sans tenir compte de cette réalité évidente, car lorsque ce délai est court, la finalité serait plutôt la garantie de l'impunité au bénéfice des personnes impliquées dans ces violations graves des droits de l'homme. Pour prévenir contre une surprise désastreuse en espérant lutter dans tous les cas contre l'impunité

⁵² Nations Unies, "Conclusions et Recommandations Du Comité Des Nations Unies Contre La Torture" (2003).

⁵³ CEDH, affaire Abdulsamet Yaman c. Turquie (2004).

⁵⁴ CEDH.

⁵⁵ CEDH.

⁵⁶ Cour IDH, Affaire Barrios Altos c. Pérou (2001); Cour IDH, Trujillo Oroza c. Bolivie (2002).

de tels actes, il est une nécessité soit, de supprimer la prescription comme l'a préconisé le Comité contre la torture⁵⁷ soit de prévoir des délais plus larges, susceptibles de faciliter les enquêtes et le cas échéant, la tenue d'un procès équitable, quelle que soit la tardivité de la révélation des faits.

Enfin, si l'intérêt de cette extension réside dans le caractère inconnu de la plupart de ces violations graves des droits de l'homme, qui est en outre susceptible de favoriser très rapidement, mais surtout dans un silence inaperçu l'extinction de l'action publique, on pourrait par ailleurs en matière des crimes internationaux, s'inquiéter de la réaction judiciaire paradoxalement très tardive, qui semble se cacher derrière le principe de l'imprescriptibilité alors que ces crimes ne demeurent pas trop longtemps inconnus, à défaut de l'immédiateté.

2. Critiques de l'imprescriptibilité comme paradigme d'évitement de l'impunité

La remise en cause de la prescription par l'imprescriptibilité est essentiellement fondée sur la susceptibilité de l'impunité qu'offre une fin de non-recevoir tirée de la prescription de l'action publique. L'apparente crainte légitime est celle de dépouiller juridiquement la société de tous les pouvoirs de sanction judiciaire à l'encontre des criminels internationaux. Si la consécration et l'actualisation de ce principe en droit international dénotent une nécessité sociale de lutter contre l'impunité de ces crimes atroces, il faudrait cependant remarquer entre cette volonté de sanctionner et la concrétude de l'action publique une temporisation, qui dédramatise les faits. Caractérisée soit par l'inaction totale, soit par un retard excessif, elle laisse pratiquement planer le doute sur la fonction que joue l'imprescriptibilité en matière de lutte contre l'impunité. Car ignorer le temps de la réaction peut comporter les risques majeurs susceptibles soit d'assurer directement l'impunité par la survenance d'un cas de force majeur soit, d'altérer considérablement la juridicité et l'équité d'un procès qui s'ouvre longtemps après la commission des faits (A). Ainsi force sera de constater dans les lignes qui suivent que, cette démarcation tente de faire renaître de ses cendres la prescription, qui pourrait être comprise principalement comme un moyen de pression juridique en ce qui concerne le déclenchement des poursuites pénales (B).

a. L'imprescriptibilité : *Un moyen d'endimanchement d'une impunité à constater*

L'impunité naît de l'absence d'une justice réactive, c'est-à-dire que la justice n'a pas réagi ou ne réagit pas face à la commission des faits criminels. Les principes de Bruxelles contre l'impunité et pour la justice internationale définissent l'impunité comme « *une omission d'enquêter, de poursuivre et de juger les personnes physiques et morales responsables de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire* ». ⁵⁸ Cette définition qui ne s'écarte pas de celles de l'ONU et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, présente en réalité l'impunité comme une résultante d'un manquement volontaire ou involontaire de l'obligation de poursuivre et de juger. ⁵⁹ Elle rapproche substantiellement l'impunité de l'effectivité de la répression. Cet indispensable rapprochement peut être constaté aussi dans le statut de Rome de la CPI qui affirme que « *les crimes les plus graves touchant à l'ensemble de la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être*

⁵⁷ Nations Unies, Conclusions et recommandations du Comité des Nations Unies contre la torture.

⁵⁸ Groupe de Bruxelles pour la justice internationale, Principes de Bruxelles contre l'impunité et pour la justice internationale, adoptés à la suite du colloque lutter contre l'impunité : enjeux et perspectives, Bruxelles, 11-23 mars 2002.

⁵⁹ « Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité » (ci-après « Principes des Nations Unies sur l'impunité »), E/CN.4/2005/102/Add.1, 8 février 2005, principe 19.

effectivement assurée par des mesures prises dans le cadre national et par le renforcement de la coopération internationale ». ⁶⁰

En associant le refus d'assurer l'impunité à l'effectivité de la justice, il va sans dire qu'à ce niveau d'appréhension, l'enjeu de cet ensemble des règles applicables aux infractions et peines n'est plus la menace d'une sanction pénale, mais plutôt sa mise en œuvre. Ainsi, l'existence ou la confection des lois ne garantit pas contre l'impunité, étant donné que celle-ci règne, quelle que soit le régime politique en vigueur, là où les services compétents n'agissent pas ou ne peuvent agir temporairement ou définitivement, partiellement ou totalement. C'est ainsi que la lutte contre l'impunité peut être comprise, dans le cadre de cette étude, comme *la mise en œuvre rapide et effective du mécanisme judiciaire d'application de la loi pénale à la suite de la perpétration du crime*. Si l'effectivité de ce mécanisme renvoie aux moyens théoriques et pratiques disponibles, la rapidité quant à elle fait remonter à la surface l'indissociabilité de la notion de l'impunité avec celle du temps, que le principe de l'imprescriptibilité tente de dissimuler par l'espérance. Ce temps qui court sans s'arrêter fait courir simultanément le risque d'une imprévisible impunité irrévocablement péremptoire ou encore d'une altération de la qualité du procès à venir.

Dans le premier cas, l'intérêt de réagir vite repose sur le risque d'extinction définitive de l'action publique à la suite du décès de la personne suspectée. En effet, si la lenteur et l'inaction judiciaires entretiennent ce sentiment mitigé d'impunité et d'espoir, la mort du suspect ferait fatalement prévaloir l'impunité étant donné qu'il n'y aura pas de procès contre le mort en droit pénal moderne. Finalement, la société ne connaîtra jamais *la vérité judiciaire* sur la culpabilité ou l'innocence de la personne qui aurait commis le crime et ne pourra pas la punir; les victimes ne sauront rien de plus sur le présumé criminel. La cause de cette impunité serait le seul fait de n'avoir pas réagi à temps contre les crimes commis et connus. Il en est notamment des crimes commis en RDC depuis 1993 ou entre 1993 et 2003, inventoriés dans *le Rapport Mapping de l'ONU*,⁶¹ auxquels l'Etat concerné et la communauté internationale demeurent jusqu'à ce jour, plus de vingt ans après les faits et plus de dix ans après un constat formel, insensibles. Peut-on continuer à espérer en vertu de l'imprescriptibilité ou doit-on faire pression autrement? En attendant, il sied de mentionner que sous ce silence de l'indifférence, de nombreuses victimes et leurs ayants-droits, les témoins et les présumés criminels trépassent sans un commencement d'enquête judiciaire nationale ou internationale.

Toutefois, la mort du suspect peut intervenir à tout moment même en cas d'une procédure judiciaire en cours. *In pari casu*, il est évident que la question de l'imprescriptibilité devienne inopportune, étant donné que l'action répressive a déjà été mise en mouvement. En revanche, il est possible d'évoquer la question du délai raisonnable du procès pénal, mais pas seulement, puisqu'il s'agira aussi de mettre en cause la responsabilité de la société sur l'effectivité des poursuites engagées. Car, cette réactivité judiciaire ne se limite pas qu'au seul déclenchement de l'action, mais s'étend également aux moyens concrets que la société met à la disposition de la justice pour poursuivre les personnes sur lesquelles pèsent les suspicions raisonnables et graves de culpabilité. C'est dans cette optique qu'il y a lieu de s'inquiéter plus de 20 ans après, de la mort de *Augustin Bizimana*, présenté pourtant comme l'un de principaux fugitifs (c'est-à-dire, recherchés par la justice) du génocide Rwandais de 1994.⁶² Par ailleurs, cette affaire démontre la nécessité du temps de la réaction en matière de lutte contre l'impunité; elle invite en outre la société et les victimes de ces crimes atroces à faire le choix utile entre la réaction et la promesse; entre la pression et l'espoir.

⁶⁰ Statut de Rome de la CPI précité, quatrième paragraphe du préambule.

⁶¹ Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, Août 2010.

⁶² TPIR, Procureur c. Augustin Bizimana: Affaire no. ICTR 98-44F-71bis (2011).

Dans le second cas, l'absence d'une promptitude judiciaire influence négativement la qualité du procès à venir. A cet effet, deux éléments essentiels viennent à l'appui de cette constatation classique en matière du temps en procédure pénale.

D'une part, il s'agit de la fiabilité et de la suffisance de la preuve, car il est impossible de poursuivre s'il est impossible de prouver. Le droit international pénal considère d'ailleurs, que le caractère suffisant des preuves est l'élément fondamental qui puisse avaliser la tenue d'un procès pénal. C'est ainsi que, lors de la confirmation des charges ou de l'acte d'accusation, la Chambre préliminaire ou la Chambre de première instance s'assure que le procureur a réuni les preuves suffisantes qui conviennent à la tenue d'un procès. Pourtant, il est clair que le temps qui passe et s'écoule irrévocablement menace la fiabilité de ces preuves. Pour éviter que « ces preuves matérielles s'estompent ou que les souvenirs se brouillent », ⁶³ il faudrait réagir vite même si « certaines autres preuves apparaissent avec le temps ». ⁶⁴ Toutefois, il convient d'éviter tout amalgame, car à ce stade, il est question de mettre en branle l'action répressive et non de prononcer un quelconque verdict. Cette petite mise au point explique l'idée selon laquelle, l'action ainsi déclenchée augure de manière pragmatique de l'effectivité de la lutte contre l'impunité, mais cela permet aussi à la justice de mener des actions concrètes censées apporter progressivement des éclairages sur les atrocités présumées. A cet effet, le sens à donner à l'argument *d'aller vite* serait celui d'exiger que l'organe compétent agisse, en posant des actes de poursuites ou d'instructions, pour autant que les crimes internationaux sont des crimes qui n'échappent pas au regard du monde entier en raison de leurs particulières caractéristiques.

D'autre part, il faut évidemment remarquer le fait que l'imprescriptibilité ne prend pas en compte les droits des personnes victimes de ces grandes souffrances constitutives des crimes internationaux. Cette tendance résulte de l'idée originelle de répression qui domine principalement les procès pénaux internationaux. Les juridictions pénales internationales, avaient pour finalité, de sanctionner les auteurs principaux de ces crimes odieux en les opposant directement à un procureur international devant les juges indépendants. Dans un tel format restreint, la victime n'étant pas partie prenante ⁶⁵ n'avait pas été présentée spécifiquement comme une priorité de ce système de justice.

La priorisation de la répression a été très visible lors des premiers procès pénaux internationaux, notamment ceux de Nuremberg et de Tokyo. Ni les textes, ni la pratique de ces juridictions n'ont accordés une importance particulière aux victimes de ces grands criminels. Devant les TPI des années nonante, la victime ne fait pas partie du procès et ne peut y intervenir qu'en qualité de témoin ⁶⁶ lorsqu'elle est citée. Comme le pense très raisonnablement un auteur, « la victime est dans ce cas un instrument aux mains des juges et du procureur, qu'ils utilisent comme ils le souhaitent pour prouver l'existence d'un crime ». ⁶⁷ En outre, les statuts de ces juridictions prévoient un système fastidieux ⁶⁸ de renvoi ⁶⁹, qui oblige enfin les victimes à s'adresser à la justice nationale en vue de solliciter et d'obtenir réparation. Il a fallu attendre l'entrée en vigueur du statut de Rome de la CPI (2002) pour assister à un tournant décisif et historique, car en son article 68, la victime, personne physique ou morale estimant avoir un

⁶³ Lire C. Ghica-Lemarchand, *Loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale*, du 28 février 2017, http://www.penal.org/sites/default/files/Prescription-2017%20formateado_0.pdf.

⁶⁴ Mireille Delmas-Marty, « La Responsabilité Pénale En Échec (Prescription, Amnistie, Immunités) », in *Ns Nationales et Crimes Internationaux*, ed. Antonio Cassese and Mireille Delmas-Marty (Paris: PUF, 2002).

⁶⁵ Marie Luce Pavia, « La Place de La Victime Devant Les Tribunaux Pénaux Internationaux », *Archives de Politique Criminelle* 1, no. 24 (2002): 61–79, <https://doi.org/10.3917/apc.024.0061>.

⁶⁶ Sulzer Jeanne, « Le Statut Des Victimes Dans La Justice Pénale Internationale Émergente », *Archives de Politique Criminelle* 1, no. 28 (2006): 29–40, <https://doi.org/10.3917/apc.028.0029>.

⁶⁷ Gilbert Bitti, « Les Droits Procéduraux Des Victimes Devant La Cour Pénale Internationale », *Criminologie* 44, no. 2 (2011): 63–98, <https://doi.org/10.7202/1005792ar>.

⁶⁸ Jeanne, « Le Statut Des Victimes Dans La Justice Pénale Internationale Émergente. »

⁶⁹ Article 106 du Règlement de procédure et de preuve du TPIY.

intérêt personnel dans l'affaire et souhaitant faire valoir ses vues et préoccupations, en fait la demande à la Chambre compétente. Cette évolution significative révèle l'anachronisme des règles du droit international pénal, qui avaient été conçues exclusivement dans un but répressif.

Ainsi, si l'imprescriptibilité n'élude pas ce reproche, il est important de préciser que les victimes et les associations des victimes y demeurent raisonnablement très attachées, en espérant qu'un jour justice soit rendue peu importe le temps. Par un autre moyen, telle équanimité bien entretenue par l'imprescriptibilité est quelque peu inquiétante, étant entendu que les victimes de ces atrocités sont, dans la plupart des cas, dans une précarité indescritable; elles sont dans un état qui requiert l'urgence et nombreuses sont celles qui y succombent. Quel serait alors l'intérêt de rendre justice vingt-ans, trente ans ou plus de trente ans après sans elles? En tout état de cause, les personnes qui ont déjà souffert de l'incapacité de la société à les protéger contre ces violations graves de leurs droits, n'ont pas intérêt à apprendre de manière désespérante que les crimes internationaux sont imprescriptibles ; en revanche, elles ont besoin d'une justice qui réagit sans attendre en vue de les rétablir dans leurs droits humains. Il faut noter que, la victime qui meurt longtemps après la commission des faits, mais bien avant le commencement d'une action judiciaire, meurt certainement sous l'effet de l'impunité. Ceci peut amener la société à s'interroger sur la nature de ce procès qui devrait s'ouvrir très longtemps après. S'agirait-il d'un procès pour la justice ou pour l'histoire?

En définitive, il va sans dire que l'absence d'une réaction rapide de la justice assure *de facto* l'impunité, parce que aussi longtemps qu'aucune action ne sera déclenchée, aucun procès ne sera organisé encore moins une décision de justice prononcée; dès le moment où les victimes ne seront pas rétablies dans leurs droits, il s'agira du règne de l'impunité avec le risque évident de l'irrévocabilité. Cela permet de rechercher d'autres paradigmes, qui prennent au sérieux la menace du temps dans la lutte contre l'impunité de ces crimes internationaux.

b. La prescription de l'action publique : *Les contredits de sa remise en cause*

Face à l'imprescriptibilité, la prescription est présentée comme un moyen sûr d'assurer l'impunité aux auteurs d'un crime; ce crime demeurera impuni,⁷⁰ parce que les faits sont prescrits. L'action publique sera déclarée irrecevable pour cause de prescription⁷¹ et sera éteinte quel que soit son niveau d'avancement. Dans ce dernier cas, la justification tient au fait que son régime procédural permet de l'invoquer à tout moment de la procédure, même pour la première fois devant le juge de la Cassation. Il est vrai que la cessation des poursuites assure en aval *expressis verbis* l'impunité, mais celle-ci serait plutôt en amont une conséquence logique de l'inaction de la société qui devrait en tirer les conséquences de responsabilité comme il en est le cas d'un titulaire de l'action civile. Dans cette optique, il est possible d'arriver à la conclusion que, cette institution juridique destinée à limiter dans le temps la réaction de la justice, constitue à la fois un moyen de pression en ce qui concerne le déclenchement de l'action et une assurance de la tenue des poursuites dans un certain délai déterminé.

Dans le premier cas, le moyen de pression se réfère contradictoirement à certaines fonctions assignées à la prescription et présente la nécessité pour la justice de réagir le plus rapidement possible en vue de permettre à la société de s'acquitter de son obligation de poursuivre. En réalité, à l'exception des infractions pour lesquelles la loi (*sensu lato*) institue le dépôt d'une plainte de la victime, la société a exclusivement l'obligation de réprimer tout acte antisocial érigé en infraction, quel que soit le degré de sa gravité. Le Procureur, dépositaire de l'action publique, c'est-à-dire l'action de l'Etat à l'encontre du criminel, recherche les infractions aux lois et règlements commis sur le territoire dans lequel il exerce sa juridiction. Il s'agit d'une *obligation d'agir* qui implique d'une part, la perspicacité et la diligence des agents de l'Etat et

⁷⁰ Valérien Fourmy, "Le Désordre de La Prescription de l'action Publique" (Université Panthéon-Assas, 2011), <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/a0606c2a-a21e-4cc0-9c3f-5154fd3b615c?inline>.

⁷¹ Serge Guinchard and Jacques Buisson, *Procédure Pénale*, 8th ed. (New York: LexisNexis, 2012).

d'autre part, les moyens idoines mis à leur disposition afin d'agir efficacement contre l'impunité. De ce point de vue, la prescription ne saurait en aucun cas être comprise comme une *institution juridique de clémence* ou encore un instrument de la politique criminelle destiné au à désengorger les tribunaux, comme le pensent certains auteurs.⁷² Elle serait plutôt une conséquence logique d'une négligence imputable à ceux qui auraient dû agir (à la société).

En outre, lorsqu'on s'appuie sur la notion de la négligence pour tenter d'établir la responsabilité de la société, la prescription ne signifierait pas non plus que la société accorde ou aurait accordé son pardon à l'auteur des faits criminels, comme on peut bien le concevoir dans les institutions de clémence telles que la grâce présidentielle, l'amnistie ou la grâce amnistiante. Elle serait plutôt un signe extérieur du dysfonctionnement de la société; de son incapacité à assumer le rôle qui est le sien depuis la fin du règne de la justice privée. En réalité, c'est plutôt ce déni qui augure et assure l'impunité dans le temps. Aussi, la prescription comme résultante de la négligence ne saurait en même temps être considérée comme une mesure d'intérêt social⁷³ dans un contexte de lutte contre l'impunité. Seule une justice réactive et adéquate préserverait cet intérêt social. Il doit s'agir d'une justice qui ne soit pas bâtie sur un sensationnalisme s'apparentant à une vengeance au sens de la *vendetta*, mais d'un mode de réglementation pratique et casuelle de la société qui prend synoptiquement en compte cet ensemble de problèmes sociaux que causent le crime et le criminel.

Dans le second cas, la période indiquée endéans laquelle le procureur devrait agir assure la communauté et les victimes d'une action qui se mijote et devant intervenir soit dans le dix ans, vingt ans ou trente ans à défaut de l'immédiateté. Cette assurance résulte également de la pression exercée par la prescription sur la société, parce qu'en réalité, craignant d'endosser la lourde responsabilité de son inaction, le procureur, représentant de la société, poserait les actes de poursuites. Ces actes, comme l'explique la doctrine, démontrent que l'organe poursuivant n'a pas oublié d'agir.⁷⁴ Cet argument d'apparence simple, suffirait pourtant à remettre valablement en cause l'argument selon lequel la prescription est fondée sur l'oubli.⁷⁵ Car l'oubli qui fonde la prescription serait alors compris comme une présomption simple, tirée d'une déresponsabilisation de la société.

Enfin, en posant les actes de procédure, le procureur interrompt la prescription, et celle-ci ne peut recommencer à courir qu'à partir du moment où, les actes posés cesseront de produire leurs effets juridiques. L'interruption de la prescription peut alors signifier que la justice réagit et rompt avec le déni qui augurait et assurait l'impunité. Quel serait alors la justification de l'imprescriptibilité si la justice réagissait à temps? Pourquoi doit-on remettre en cause la prescription si les actes de poursuites l'interrompent? Il est important de rappeler qu'en ce qui concerne des crimes commis et connus, l'imprescriptibilité justifierait plutôt l'irresponsabilité manifeste de la société.

C. Conclusion

Au terme de cette étude, la principale préoccupation est celle se rapportant à la nécessité de rendre imprescriptible la répression de ces crimes internationaux qui exigent pourtant une réponse rapide de la société. Pourquoi faut-il attendre pour réagir lorsque l'on sait que face à l'urgence la justice n'attend pas? Une justice réactive a-t-elle besoin de l'imprescriptibilité de l'action publique? En effet, à la lumière de cette étude, il est inconcevable que face aux crimes

⁷² Fabri et al., "Les Institutions de Clémence (Amnistie, Grâce, Prescription) En Droit International et Droit Constitutionnel Comparé."

⁷³ Fabri et al.

⁷⁴ Emmanuel-Janvier Luzolo Bambi Lessa and Nicolas-Abel Bayona Ba Meyya, *Manuel de Procédure Pénale* (Kinshasa: PUC, 2011).

⁷⁵ Fabri et al., "Les Institutions de Clémence (Amnistie, Grâce, Prescription) En Droit International et Droit Constitutionnel Comparé"; Catherine Costaz, *Le Droit à l'Oubli* (Paris: Gazette du Palais, 1995).

les plus graves, la justice étatique ou internationale demeure inactive pendant plus de dix ou vingt ans. C'est en réalité une irresponsabilité qui ne devrait plus, ni être couverte par l'invocation du principe de l'imprescriptibilité, ni manquer des conséquences juridiques.

A cet effet, il est possible d'établir la responsabilité de la société, dont les services judiciaires n'ont fourni aucun effort pour mettre en œuvre l'action répressive. Il est en réalité impossible que l'Etat se prévale de son incapacité à poursuivre les auteurs d'actes criminels, car ce serait renier et dénier en même temps son existence juridique. Il n'est pas ici question de démontrer la faute imputable à l'Etat, comme il en est généralement le cas en matière de responsabilité de l'Etat, car l'absence des poursuites dans un délai plus ou moins long (délai de prescription), dénote bien ce déni de justice pour lequel cette responsabilité peut être mise en cause. Ceci n'est possible que si la société n'est plus couverte par l'imprescriptibilité; c'est donc l'écoulement d'un délai obligatoire d'agir qui devrait cristalliser ou possibiliser cette action. L'intérêt de cette responsabilisation réside dans le fait qu'elle rajoute une autre pression supplémentaire sur la société, qui devrait réagir rapidement en matière de crimes internationaux afin d'éviter d'une part, un engorgement des tribunaux par des plaintes des victimes pour déni de justice et d'autre part, une grogne sociale récurrente ou permanente.

Par ailleurs, si la question de l'imprescriptibilité de l'action publique pose la problématique de la réactivité judiciaire, tel n'est pas le cas en ce qui concerne les peines prononcées par le juge. Comme l'écrivait Beccaria, « *il n'est pas possible de prévoir un délai de prescription des peines lorsque les crimes affreux dont les hommes gardent le souvenir sont prouvés* ». ⁷⁶ Dans le cadre de cette analyse, pareille prescription ne se justifie pas d'un côté, parce que la justice a évidemment réagi par l'organisation du procès ayant débouché sur la condamnation du criminel et de l'autre côté, jusqu'à l'établissement d'une preuve contraire, résultant d'une révision de la décision de condamnation, l'autorité de la chose jugée établit une vérité selon laquelle, la personne formellement identifiée et condamnée est, au-delà de tout doute raisonnable, coupable des infractions retenues contre elle. Il s'agit donc formellement d'un criminel. C'est ainsi que, le fait qu'il se soit soustrait du châtement prononcé par le juge ne peut, sous aucun prétexte, justifier la rupture de cette successivité d'actions judiciaires organisées à son encontre et contre l'impunité.

LES RÉFÉRENCES

(GERGA), Groupe d'étude sur les réparations pour le génocide arménien. "Résolution et Justice: Réparations Pour Le Génocide Arménien," 2015. https://www.armeniangenocidereparations.info/wp-content/uploads/2016/08/brochure_french-web.pdf.

Ali, Hourya. "L'imprescriptibilité de l'action Publique." Université de Lille, 2016.

Bameme, Bienvenu Wane. *Cours de Droit Pénal Spécial*. Kinshasa: Inédit, 2020.

Beccaria, Cesare. *Des Délits et Des Peines*. Paris: Guillaumin & Cie, 1870.

Bergel, Jean-Louis. *Méthodologie Juridique*. 3rd ed. Paris: Presses Universitaires de France (P.U.F.), 2001.

Bitti, Gilbert. "Les Droits Procéduraux Des Victimes Devant La Cour Pénale Internationale." *Criminologie* 44, no. 2 (2011): 63–98. <https://doi.org/10.7202/1005792ar>.

Calvo, Charles. *Dictionnaire de Droit International Public et Privé*. Edited by Pédone,

⁷⁶ Cesare Beccaria, *Des Délits et Des Peines* (Paris: Guillaumin & Cie, 1870).

- Guillaumin, Rousseau, and Puttkammer & Mühl-brecht. Paris/Berlin: Tome I, 1885.
- CEDH. affaire Abdülsamet Yaman c. Turquie (2004).
- Clausmeier, Dirk. “La Justice Internationale Face Aux Génocides: De Versailles et Sèvres Au TPIR, En Passant Par Nuremberg et Le TPIY.” *Revue d’Histoire de La Shoah* 1, no. 190 (2009): 241–50. <https://doi.org/10.3917/rhsho.190.0241>.
- Codes, Larcier. “Article 29 Du Statut de Rome de La Cour Pénale Internationale Du 17 Juillet 1998.” In *République Démocratique Du Congo, Tome II*, 62–93. Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003.
- . “La Convention de Genève (I) Du 12 Août 1949 Pour l’amélioration Du Sort Des Blessés et Malades Dans Les Forces Armées En Campagne.” In *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1., 123–32. Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003.
- . “La Convention de Genève (II) Du 12 Août 1949 Pour l’amélioration Du Sort Des Blessés, Malades et Naufragés Dans Les Forces Armées Sur Mer.” In *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1., 133–41. Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003.
- . “La Convention de Genève (III) Du 12 Août 1949 Relative Au Traitement Des Prisonniers de Guerre.” In *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1., 141–68. Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003.
- . “La Convention de Genève (IV) Du 12 Août 1949 Relative à La Protection Des Personnes Civiles En Temps de Guerre.” In *République Démocratique Du Congo, Tome IV, Droit Public et Administratif*, Volume 1., 168–92. Bruxelles: De Boeck & Larcier S.A., 2003.
- Cornu, Gérard. *Linguistique Juridique*. 3rd ed. Paris: Montchrestien, 2005.
- Costaz, Catherine. *Le Droit à l’Oubli*. Paris: Gazette du Palais, 1995.
- Cour IDH. Affaire Barrios Altos c. Pérou (2001).
- Cour interaméricaine des droits de l’homme. Bulacio c/ Argentina (2003).
- Delmas-Marty, Mireille. “La Responsabilité Pénale En Échec (Prescription, Amnistie, Immunités).” In *Ns Nationales et Crimes Internationaux*, edited by Antonio Cassese and Mireille Delmas-Marty. Paris: PUF, 2002.
- Direction générale Droits de l’Homme et Etat de Droit. “Eliminer l’impunité Pour Les Violations Graves Des Droits de l’Homme: Lignes Directrices et Textes de Référence.” Strasbourg, 2011. <https://rm.coe.int/1680695d6f>.
- Fabri, Hélène Ruiz, Gabriele Della Morte, Élisabeth Lambert-Abdelgawad, and Kathia Martin-Chenut. “Les Institutions de Clémence (Amnistie, Grâce, Prescription) En Droit International et Droit Constitutionnel Comparé.” *Archives de Politique Criminelle* 1, no. 28 (2006): 237–55. <https://doi.org/10.3917/apc.028.0237>.
- Farge, Pierre. “Attendre et Espérer.” *AJ Penal*, no. 7 (2016): 292.

- Federico, Andreu-Guzman. "Impunité et Droit International. Quelques Réflexions Historico-Juridiques Sur La Lutte Contre l'impunité." *Mouvements* 1, no. 53 (2008): 54–60.
- Fourmy, Valérian. "Le Désordre de La Prescription de l'action Publique." Université Panthéon-Assas, 2011. <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/a0606c2a-a21e-4cc0-9c3f-5154fd3b615c?inline>.
- Giannopoulos, Christos L. "La Grande Chambre En Quête d'un Nouveau Modus Operandi ?" *La Revue Des Droits de l'homme: Actualités Droits-Libertés*, 2015. <https://doi.org/10.4000/revdh.1727>.
- Guinchard, Serge, and Jacques Buisson. *Procédure Pénale*. 8th ed. New York: LexisNexis, 2012.
- Guyader, Alain Le. "L'imprescriptible! Pardonner? (Penser Les Crimes Contre l'humanité Avec Jankélévitch)." *Lignes* 2, no. 28 (1996): 33–52.
- Henckaerts, Jean-Marie, and Louise Doswald-Beck. "Droit International Humanitaire Coutumier." CICR, 2006. https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/icrc_001_pcustom.pdf.
- Hubert, Christophe. "Le Temps de l'imprescriptibilité." In *Revue Juridique de l'Ouest*, 2002-3, 335–42. Rennes: Université de Rennes, 2002.
- IDH, Cour. Trujillo Oroza c. Bolivie (2002).
- Ivanovic, Natasha Fauveau. "La Durée Des Procès Internationaux et Le Droit Au Procès Équitable." In *Revue Québécoise de Droit International*, 243–63. Montréal: Association internationale des avocats de la défense (AIAD), 2010.
- Jacquart, M. "La Notion de Crime Contre l'Humanité En Droit International Contemporain et En Droit Canadien." *Revue Générale de Droit* 21, no. 4 (1990): 607–49. <https://doi.org/10.7202/1058210ar>.
- Jankélévitch, Vladimir. *L'Imprescriptible: Pardonner? Dans l'honneur et La Dignité*. Paris: Seuil, 1986.
- Jeanne, Sulzer. "Le Statut Des Victimes Dans La Justice Pénale Internationale Émergente." *Archives de Politique Criminelle* 1, no. 28 (2006): 29–40. <https://doi.org/10.3917/apc.028.0029>.
- Kaddache, M. *Il y a Trente Ans... Le 8 Mai 1945*. Paris: Editions du Centenaire, 1975.
- Kévorkian, Raymond H. *La Sous-Direction Des Déportés d'Alep et l'extermination Des Arméniens En Syrie-Mésopotamie (1915-1916) Ou l'alibi de La Sécurité Intérieure*. Edited by Katia Boustany and Daniel Dormoy. Bruxelles: Bruylant, 1999.
- Legendre, Pierre. *Leçons VII: Le Désir Politique de Dieu (Etude Sur Les Montages de l'Etat et Du Droit)*. Paris: Fayard, 1988.
- . *Leçons VIII: Le Crime Du Caporal Lortie (Traité Sur Le Père)*. Paris: Fayard, 1989.
- Lessa, Emmanuel-Janvier Luzolo Bambi, and Nicolas-Abel Bayona Ba Meyya. *Manuel de Procédure Pénale*. Kinshasa: PUC, 2011.

- Locard, Edmond. *Traite de Criminalistique*. 4th ed. Lyon: J. Desvigne, 1940.
- Mertens, Pierre. “L’imprescriptibilité Des Crimes de Guerre et Contre l’humanité.” Université de Bruxelles, 1974.
- Nations Unies. Conclusions et recommandations du Comité des Nations Unies contre la torture (2003).
- . Observations générales en réponse au rapport étatique de El Salvador soumis au titre du Pacte international des droits civils et politiques (2003).
- Noémie, Blaise. “Les Interactions Entre La Cour Pénale Internationale et Le Conseil de Sécurité: Justice versus Politique?” *Revue Internationale de Droit Pénal* 82, no. 3 (2011): 420–44. <https://doi.org/10.3917/ridp.823.0420>.
- Orentlicher, Diane. Report of the independent expert to update the Set of principles to combat impunity (2005).
- Paparidou, Maria. “La Prescription de l’action Publique.” Aix-Marseille Université, 2009.
- Pavia, Marie Luce. “La Place de La Victime Devant Les Tribunaux Pénaux Internationaux.” *Archives de Politique Criminelle* 1, no. 24 (2002): 61–79. <https://doi.org/10.3917/apc.024.0061>.
- Pellet, Alain. *Le Tribunal Criminel International Pour l’ex-Yougoslavie: Poudre Aux Yeux Ou Avancée Décisive?* RGDIP, 1994.
- Rials, Stéphane, and Denis Alland. *Dictionnaire de La Culture Juridique*. 1st ed. Paris: Presses Universitaires de France (P.U.F.), 2003.
- Rosa, Anne-Marie La. *Imprescriptible In: Dictionnaire de Droit International Pénal: Termes Choisis (En Ligne)*. Genève: Graduate Institute Publications, 1998. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.3981>.
- Ruzindana, Le Procureur c. Clément Kayishema et Obed. Affaire n° ICTR-95-1-, Jugement, (Chambre de première instance II) (1999).
- Serges Guichard, and Thierry Debar. *Lexique Des Termes Juridiques*. 25th ed. Paris: Dalloz, 2017.
- Taché, Priscilla, Hélène Zimmermann, and Geneviève Brisson. “Pratiquer l’interdisciplinarité En Droit : L’exemple d’une Étude Empirique Sur Les Services de Placement.” *Les Cahiers de Droit* 52, no. 3–4 (2011): 519–50. <https://doi.org/10.7202/1006696ar>.
- TPIR. Le Procureur c. Akayesu: Affaire no. ICTR-96-4-T, (Chambre de première instance) (1998).
- . Procureur c. Augustin Bizimana: Affaire no. ICTR 98-44F-71bis (2011).
- TPIY, Le Procureur c. Drazen Erdemovic. Affaire IT-96-22-T, Chambre de première instance I, “Jugement portant condamnation” (1996).
- UNTAET. Regulation N°. 2000/15 On the establishment of panels with exclusive jurisdiction over serious criminal offences (2000).

Vervaele, John A. E. "Violations Graves Des Droits de l'homme et Crimes Internationaux. Du Jus (Non) Puniendi de l'État Nation à Un Deber Puniendi Impératif Tiré Du Jus Cogens." *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé* 3, no. 3 (2014): 487–521.